

Les mécanismes de la relance

[For Arabic](#) [For English](#)

Résumé

La relance nécessite une croissance solide capable de compenser les pertes accumulées et de financer un budget de développement. Elle repose sur un tripode formé de l'emploi, de l'investissement et de la productivité. Toute mesure qui n'améliore pas l'un et/ou l'autre de ces facteurs et s'avère positive sur l'ensemble ne peut contribuer à la relance. Autant dire qu'il ne suffit pas d'élaborer des réformes, il faut aussi qu'elles soient économiquement cohérentes, c-à-d de nature à consolider les facteurs de croissance.

Ces trois facteurs sont intriqués : l'emploi dépend de l'investissement, lequel dépend de la rentabilité/risque, qui relève essentiellement de la productivité. L'emploi est le plus sensible aux politiques publiques ; c'est pourquoi les nations combattent farouchement le chômage. Elles savent que c'est le seul moyen d'assurer à court terme la croissance. L'investissement répond à moyen terme à la rentabilité et vient consolider l'emploi ; la productivité nécessite un délai plus long encore.

Le premier objectif est **l'EMPLOI**. Il suppose la protection des divers secteurs de production jusqu'à ce que la productivité s'améliore suffisamment pour permettre l'ouverture de l'économie. Il suppose aussi la restructuration quasi immédiate du secteur financier et le rétablissement du crédit. Lequel suppose une solution équitable au problème des dépôts et l'unification du cours de change notamment des dollars en compte avec le prix du marché.

L'INVESTISSEMENT. En économie de marché les faveurs qu'on accordait aux investisseurs sont devenus caduques et sont donnés au détriment du budget. La propension à investir dépend uniquement du rapport de la rentabilité à la sécurité qu'offre le pays. Ainsi une rentabilité moyenne dans un pays qui présente suffisamment de sécurité attire les investisseurs ; de même qu'une forte rentabilité dans un pays à risque. Il est évident que la mesure la plus indispensable est la sécurité judiciaire que donne l'indépendance de la justice.

La PRODUCTIVITÉ. Ce facteur qui détermine la compétitivité d'une nation et son standard de vie dépend à la fois de l'organisation et du progrès technique. Il est évident que l'État doit les prendre en compte mais le rendement sensible de la productivité à l'échelle nationale (Productivité Totale des Facteurs) nécessite une génération. L'éducation et la formation technique sont très utiles à la qualification des cadres, mais ce n'est pas tout, à vrai dire il y a des schémas très différents qui ont porté les nations avancées à ce résultat, mais toujours suite à des politiques permanentes d'investissement et d'emploi.

Les mécanismes de la relance

1- Relation de cause à effet

Jusqu'à la moitié du 20^e siècle on ne parlait que d'économie politique ; c'est en voulant de plus en plus devenir une science exacte que le terme « économie » a pris le relais. Ce fut à la fois un progrès et un retard dans le chemin de la connaissance : Un progrès car une base statistique solide, l'usage de l'économétrie, et la masse de théories confirmées par l'expérience permettaient d'établir avec plus de clarté les politiques publiques qui assuraient la croissance ; un retard, dans la mesure où l'économie qui en dernier ressort est une science au service de la société est fortement soumise à ses aspirations et à ses croyances. En économie les mêmes causes ne produisent pas les mêmes effets si la psychologie des masses va à l'encontre.

De là à prendre à la légère le raisonnement économique il n'y a qu'un pas vite franchi par beaucoup de politiciens qui ne cherchent qu'à faire prévaloir leur avis conçu à la légère convaincus que cela ne changerait rien. Malheureusement c'est là où le bât blesse. Toutes les mesures pour arrêter la crise étaient disponibles du premier jour mais il n'y a jamais eu de consensus sur ce qu'il fallait faire, pire il n'y a jamais eu de connaissance publique d'un plan cohérent à suivre ; juste un amas de contradictions et des promesses oiseuses.

Si les mécanismes économiques subissent le dictat du climat socio-politique, les mesures ne peuvent aboutir à moins de les prendre en considération. Indiquer clairement les mécanismes de la reprise c'est faire oeuvre utile. Le reste est la responsabilité du pouvoir.

2- La Confiance

La confiance est l'attitude de la population envers les phénomènes économiques. La confiance dans la monnaie est la plus importante. Certains indicateurs peuvent ébranler cette confiance ; i.e. le déficit de la balance des paiements et/ou du budget de l'État. Pourtant l'équilibre peut être le fruit d'une manipulation des autorités monétaires. Dans l'ordre viendrait la confiance envers l'État dont on considère la dette « souveraine » ; suit le système bancaire qui bénéficie d'un prêteur de dernier ressort dans la monnaie nationale, la Banque Centrale.

Ce que l'on sait moins c'est que la confiance sert un seul objet « le crédit ». L'importance du crédit est qu'il est à la base des « dépôts réflexes » qui à leur tour forment le plus clair du capital actif qui va s'associer au travail pour assurer la production, le PIB (Produit Intérieur Brut). Par conséquent tout ce que fait la confiance c'est de faciliter « l'économie monétaire ». A

défaut nous serions dans une économie de troc dont les possibilités sont dérisoires par rapport à la création de richesses que l'on connaît aujourd'hui.

3- Le Fond Monétaire International

La principale vertu du FMI est de restaurer la confiance ; les fonds qu'il accorde et/ou auxquels il facilite l'accès viennent loin après. Il promet USD 4 Mds alors que la crise a éclaté quand les réserves de la Banque Centrale atteignaient encore USD 34 Mds.

Une première constatation : L'activité économique, et dans le cas présent la relance, dépendent beaucoup plus de la confiance et du crédit qu'elle encourage que des réserves monétaires disponibles.

Cette confiance est corroborée par les réformes que le FMI réclame. Cela ne leur donne pas un caractère absolu mais l'opinion publique croit en leur efficacité et cela suffit pour rétablir la confiance jusqu'à preuve du contraire. N'empêche que le FMI serait ravi de souscrire à un plan cohérent du Gouvernement qui promet la relance tout en respectant les règles éthiques et sociales dans le cadre desquels travaille l'agence.

4- Cohérence du plan de relance

Toutes les dispositions prises durant la crise subissent aujourd'hui une critique acerbe, à commencer par le défaut sur les eurobonds, le soutien des produits alimentaires et de l'énergie, et surtout « Sayrafa » la plateforme établie pour stabiliser la monnaie que l'on accuse d'avoir fourni des profits indus de l'ordre de USD 3 Mds à des privilégiés. On peut nommer bien d'autres mesures jugées par la suite catastrophiques à commencer par l'électricité distribuée au prix de 2 cents le KWH et revalorisée en 2023 à 27 cents le KWH.

Pour être cohérente une action doit prévoir un résultat positif sur l'investissement et/ou l'emploi sans altérer autant le second. Ainsi ceux qui jugent que le Gouvernement ne pouvait que faire défaut ajoutent une condition qu'il négocie en même temps le paquet d'eurobonds tout en gardant ses moyens ; et ceux qui prônent le paiement sous entendent nécessairement qu'un plan de reprise soit abordé dans les plus brefs délais, au moins avant la seconde échéance, de sorte à conserver une crédibilité et combattre la récession.

Le soutien des produits alimentaires et de l'énergie s'est avéré catastrophique car il a dilapidé USD 24 Mds en deux ans et s'est arrêté au moment où la pauvreté a atteint 80% de la population. Une mesure sociale dans une économie en ruine qui ne pouvait qu'exacerber la situation.

« Sayrafa » établie pour lutter contre la spéculation s'est intégrée au système au profit de privilégiés sans que la BDL n'ait la possibilité de limiter les pratiques pourtant visibles. Il en est ainsi chaque fois qu'un organisme s'écarte de sa mission en économie libre. Il en fut de même du soutien de la livre, du financement assisté de l'investissement industriel, du lancement de l'économie numérique, et bien d'autres dont on connaît le coût mais dont peut douter du rendement.

L'électricité à 2 cents le KWH fut une disposition sociale dont le pays n'avait pas les moyens. Elle a creusé à hauteur de USD 25 Mds le Budget de l'Etat et finit par empêcher l'EDL de produire ce qui a privé pendant des années le pays de courant électrique et provoqué une exagération opposée à 27 cents le KWH qui va ruiner pas mal d'industries tout en grevant la société au-delà des moyens de 80% de la population.

5- Investissement et emploi

Ce sont les deux phares qui indiquent la croissance, ou mieux le développement. Le troisième élément du tripode étant la productivité. Ces trois éléments sont intriqués : l'emploi dépend de l'investissement, l'investissement de la rentabilité et la rentabilité de la productivité. Ceci explique pourquoi les nations sont très sensibles au chômage. On a tendance à croire que la recrudescence du chômage grève le budget de l'Etat, c'est l'aspect secondaire, en fait il se paie en défaut de croissance et en retard par rapport au concert des nations.

Particulièrement au Liban où le chômage atteint 40% pour une population active de 43% - Il y aurait une corrélation certaine entre ces deux chiffres - La productivité qui dépend surtout de la qualification des cadres a notablement diminué ces cinq années à cause de l'émigration massive des jeunes diplômés et des cadres qualifiés. L'investissement est au point mort.

Par conséquent les trois indicateurs de la croissance sont en crise et l'on s'étonne que malgré tous les efforts la croissance est toujours négative. Voilà qu'il ne suffit pas de « réformes » pour inverser le courant si ces réformes n'agissent pas sur les facteurs de croissance. Pour être plus clair les fonds espérés suite à ces réformes sont nécessaires mais pas du tout suffisants pour inverser le courant récessionniste.

L'accès naturel au tripode de croissance est l'emploi. L'objectif qui peut provoquer la relance est la résorption du chômage. La baisse rapide du chômage est impérative ; elle se traduit immédiatement en croissance et va limiter l'exode des jeunes et des cadres et même ramener certains ; ce qui va restaurer la productivité. L'investissement serait au rendez-vous de la rentabilité retrouvée des entreprises.

6- Incohérence – facteur temps

Il est facile de juger la cohérence d'une disposition et/ou d'une politique économique en fonction de l'amélioration de l'emploi qu'elle est susceptible de causer. A défaut on peut examiner son apport en capital et/ou en progrès technique. Si nous nous trouvons à 30% de chômage et 20% de sous-emploi c'est la preuve que les politiques suivies les cinq dernières années et les dispositions adoptées sont quasi économiquement incohérentes. La preuve absolue est la stagnation permanente.

Il est curieux de voir combien le temps a peu d'importance pour les gouvernements qui se sont succédés les dernières années alors que c'est un facteur critique. Une disposition positive qui met beaucoup de temps à se réaliser risque d'être submergée par l'inertie négative qu'elle est censée corriger. Ainsi la crise dure depuis 5 ans sans qu'on adopte un programme de relance. Sans qu'on entame une restructuration des banques, pire on prévoit des audits qui doivent durer théoriquement un an de plus. Sans qu'on avance un plan de restitution des dépôts, pire encore le Gouvernement veut soumettre les dépôts à une évaluation dont il n'a aucun droit. On parle de privatisations suivant une loi qui nécessite deux à trois ans pour monter une société alors que le régime de la SAL fonctionne parfaitement depuis des décennies et une société anonyme peut être constituée en une semaine.

7- Restauration de l'activité

En économie de marché le développement de l'activité est un phénomène naturel si rien ne l'entrave. Le rôle de l'État est d'assurer un équilibre sectoriel de sorte à ce que la rentabilité compense la sécurité et réciproquement et que l'économie ne connaisse pas de profonds remous susceptibles de crise. C'est le domaine des politiques publiques.

Nous avons vu que le premier élément était la confiance source du crédit qui permet à la masse monétaire de s'adapter aux besoins de la production. Or au Liban le crédit s'est arrêté depuis le début de la crise. Le crédit bancaire quasi totalement et le crédit fournisseur en grande partie.

Les agents ne peuvent non plus utiliser leurs fonds propres bloqués dans les banques, hormis quelque centaine de dollars par mois, ni au niveau de la production ni au niveau de la consommation. La première décision urgente est l'unification du cours de change maintenu à LL 15,000 le dollar (dollar en compte bancaire). La crainte d'augmenter la masse monétaire en LL a empêché jusqu'à présent l'autorité financière à normaliser le cours. Or cette étape bloque à la fois une solution rationnelle de restructuration des banques et de restitution des dépôts. Plus grave encore elle empêche un début de normalisation de l'activité

8- Climat favorable à l'investissement

Pour qu'il y ait de nouveaux investissements il faut que les entreprises en fonctionnement soient prospères ; autrement pourquoi de nouvelles entreprises viendraient elles dans le pays ?

Quand le pays est en crise et que la monnaie s'effondre, les mécanismes autorégulateurs jouent, la production locale s'exporte plus facilement et prend une plus grande place sur le marché national. C'est ce qui est arrivé lors de la guerre civile 1975 – 1990 malgré l'insécurité du moment. Durant la crise actuelle, l'exportation n'a pas augmenté à cause du goulot financier ; elle s'est étalée un peu plus sur le marché local qui nécessite un moindre financement.

Les pays émergents attirent fortement les IDEs (Investissements Directs Etrangers) et la conjoncture est favorable pour les pays méditerranéens car l'Union Européenne, surtout du Sud, ont intérêt à s'établir dans les pays de proximité. Il suffit qu'il y ait un rapport favorable entre le rendement et la sécurité ainsi qu'une justice qui inspire confiance. Tout le reste passe en second.

9- Pour que fonctionnent les mécanismes

Les mécanismes économiques sont nécessaires mais insuffisants. L'expérience de la crise nous a montré jour après jour l'importance de leur cohérence à la chose économique. Toutes les dispositions ont commencé sous une impulsion sociale (soutien des produits de première nécessité), financière (circulaire relachant quelques centaines de dollars), monétaire (Sayrafa), ... ; aucune n'a visé l'emploi et la croissance.

Cela n'aurait pas suffi. C'est par un climat d'information continue et une célérité suffisante qu'il faut entreprendre et expliquer les mesures favorables à l'emploi, à l'investissement et à la productivité. S'il y a des risques l'opinion publique doit les connaître et les accepter. A vouloir les éviter on est tombé au fond du gouffre. Faut-il tomber plus bas pour réagir dans le bon sens, celui de la cohérence des mesures économiques.

La parité des lollars à LL 15,000 est infiniment plus pernicieuse que le risque d'augmenter la masse monétaire en LL. Risque qui n'aurait pas lieu tant qu'on maintient une limite au retrait mensuel des LL au comptant.

Quelles sont les entreprises publiques que l'on veut privatiser ; voir associer le secteur privé et lui confier la gestion en gardant une part, s'il le faut majoritaire, à l'État ? Est-on prêt à accepter le régime de la SAL ?

Les dépôts entachés soi-disant de tares ne doivent pas retarder la restitution, pour des considérations économiques (surmonter la crise),

morales (le dépôt est à l'origine libre), et juridiques (la banque garantit la régularité du dépôt).

La restructuration des banques ne peut pas attendre, elle a déjà cinq ans de retard injustifiable, elles remplissent une fonction économique nécessaire à l'ensemble. Que le retard soit de leur faute ou non la restructuration doit avoir lieu dans les plus brefs délais. Les audits prévus ne doivent pas retarder le fonctionnement. La situation qui va décider de la reprise peut être fournie sur la responsabilité du Conseil d'Administration. Il faut cependant publier à quelles conditions se ferait la restructuration et surtout quel serait le rôle des grands déposants. Bien entendu il aurait fallu au préalable unifier le cours de change des dollars en dépôt.

Annexe

Un programme de relance comprend généralement une large part sociale et même politique ; ici nous nous contentons de décrire les mesures économiques que la situation qui prévaut a rendu indispensables au point que leur négligence compromettrait tout programme qui les ignore.

1. Unification du cours de change, notamment celui du dollar en compte bancaire, à son prix sur le marché ;
2. Adoption d'un programme équitable assurant le règlement des dépôts bancaires ;
3. Restructuration du système bancaire dans les plus brefs délais en se basant sur la responsabilité juridique et les audits à posteriori.

Ces trois dispositions sont indispensables pour ramener le pays à l'économie monétaire, à défaut de quoi aucune croissance n'est à espérer.

4. Soutenir l'activité des secteurs de production en assurant la protection nécessaire le temps que la productivité prenne le relai.

Le déficit du commerce extérieur se traduit inéluctablement en chômage et constitue un obstacle majeur à la croissance.

5. Créer un environnement favorable à l'investissement par la stabilité fiscale, la simplification des procédures et surtout l'indépendance et l'équité de la justice.

The Mechanisms of Recovery

Summary

Recovery requires a solid growth capable of offsetting accumulated losses and financing a development budget. It rests on a tripod formed by employment, investment, and productivity. Any measure that does not improve one or the other of these factors and proves positive overall cannot contribute to recovery. It is not enough to develop reforms; they must also be economically coherent, i.e., capable of consolidating the factors of growth.

These three factors are intertwined: employment relies on investment, which relies on profitability/risk, which essentially relies on productivity. Employment is the most sensitive to public policies; this is why nations fiercely fight unemployment. They know that it is the only way to ensure growth in the short run. Investment responds to profitability in the medium term and consolidates employment; productivity requires a much longer time frame.

The first objective is EMPLOYMENT. It involves protecting the various sectors of production until productivity improves sufficiently to allow the economy to open up. It also involves the almost immediate restructuring of the financial sector and the restoration of credit. This requires a fair solution to the deposits' problem and the unification of the exchange rate, especially bank deposits in dollars, with the market price.

INVESTMENT. In a market economy, the favors once granted to investors have become obsolete and are given at the expense of the budget. The propensity to invest depends solely on the ratio of profitability to the security offered by the country. Thus, average rentability in a country that offers sufficient security attracts investors; as does high rentability in a risky country. It is obvious that the most indispensable measure is the judicial security provided by the independence of the judiciary.

PRODUCTIVITY. This factor, which determines a nation's competitiveness and its standard of living, depends on both organization and technical progress. It is clear that the State must take them into account, but achieving significant productivity at the national level (Total Factor Productivity) requires a generation. Education and technical training are quite useful for qualifying managers, but that is not all. In fact, there are very different patterns that have led advanced nations to this result, but always following permanent investment and employment policies.

The mechanisms of Recovery

1- Cause and effect relationship

Until the middle of the 20th century, we only spoke of political economy; it was in wanting to become more and more an exact science that the term "economics" took over. This was both a progress and a delay in the path of knowledge: A progress because a solid statistical base, the use of econometrics, and the mass of theories confirmed by experience made it possible to establish with greater clarity the public policies that ensured growth; a delay, insofar as the economy, which in the last resort is a science at the service of society, is strongly subject to its aspirations and beliefs. In economics, the same causes do not produce the same effects if the psychology of the masses goes against it.

From there to taking economic reasoning lightly is only a step quickly taken by many politicians who only seek to make their lightly conceived opinion prevail, convinced that it would change nothing. Unfortunately, this is where the problem lies. All the measures to stop the crisis were available from day one, but there was never a consensus on what to do, worse, there was never any public knowledge of a coherent plan to follow; just a mass of contradictions and empty promises.

If economic mechanisms are subject to the dictates of the socio-political climate, measures cannot succeed unless they take them into consideration. Clearly indicating the mechanisms of recovery is doing useful work. The rest is the responsibility of the government.

2- Trust

Trust is the population's attitude toward economic phenomena. Trust in currency is the most important. Certain indicators can undermine this confidence, such as the balance of payments deficit and/or the state budget. However, the balance can be the result of manipulation by monetary authorities. In order of importance would come trust in the state, whose debt is considered "sovereign," followed by the banking system, which benefits from a lender of last resort in the national currency, the Central Bank.

What is less well known is that trust serves a single purpose: "credit." The importance of credit is that it is the basis of "reflex deposits," which in turn form the bulk of the operating capital that will be combined with labor to ensure production and ultimately form the GDP (Gross Domestic Product). Consequently, all that trust does is facilitate the "monetary economy." Otherwise, we would be in a barter economy whose possibilities are derisory compared to the wealth creation we know today.

3- The International Monetary Fund

The IMF's main virtue is to restore confidence; the funds it grants and/or facilitates access to come a long way behind. It promised USD 4 billion at a time when the crisis erupted, when the Central Bank's reserves still stood at USD 34 billion.

A first observation: Economic activity, and in this case recovery, depends much more on the confidence and credit it encourages than on available monetary reserves.

This confidence is corroborated by the reforms advocated by the IMF. They are not guaranteed, however, but public opinion believes in their effectiveness, and that's enough to restore confidence until proven otherwise. Nevertheless, the IMF would be delighted to endorse a coherent government plan that promises recovery while respecting the ethical and social rules within which the agency operates.

4- Consistency of the recovery plan

All the measures taken during the crisis are now under harsh criticism, starting with the default on Eurobonds, the support for food and energy products, and especially " Sayrafa," the platform established to stabilize the currency, which is accused of having provided undue profits of around USD 3 billion to privileged individuals. Many other measures can be named, which were subsequently deemed catastrophic, starting with the electricity distributed at a price of 2 cents per kWh and revalued in 2023 to 27 cents per kWh.

To be coherent, an action must provide a positive outcome on investment and/or employment without altering the latter as much. Thus, those who believe that the Government could only default add a condition that it negotiate the Eurobond package at the same time while maintaining its means; and those who advocate payment necessarily imply that a recovery plan be addressed as soon as possible, at least before the second deadline, so as to maintain credibility and fight the recession.

The food and energy support program proved disastrous, squandering USD 24 billion in two years and ending just as poverty reached 80% of the population. This social measure in a crumbling economy could only exacerbate the situation.

" Sayrafa," established to combat speculation, has integrated itself into the system for the benefit of the privileged, without the BDL having the ability to limit practices that were nevertheless visible. This is the case whenever an organization deviates from its mission in a free economy. The same was

true of support for the Lebanese pound, assisted financing of industrial investment, the launch of the digital economy, and many others whose cost is known but whose returns are questionable.

Electricity at 2 cents per kWh was a social provision that the country could not afford. It dug into the state budget to the tune of USD 25 billion and ended up preventing the EDL from producing, which deprived the country of electricity for years and caused an exaggeration tariff of 27 cents per kWh that would ruin many industries while burdening society being beyond the means of 80% of the population.

5- Investment and employment

These are the two beacons that indicate growth, or rather, development. The third element of the tripod is productivity. These three elements are intertwined: employment depends on investment, investment on profitability, and profitability on productivity. This explains why nations are very sensitive to unemployment. We tend to believe that the rise in unemployment burdens the state budget; this is a secondary aspect; in fact, it is paid for in the absence of growth and in falling behind the concert of nations.

Particularly in Lebanon, where unemployment reaches 40% for a working population of 43% - There would be a definite correlation between these two figures - Productivity, which depends mainly on the qualifications of managers, has notably declined over the past five years due to the massive emigration of young graduates and qualified managers. Investment has stalled.

Therefore, the three growth indicators are in crisis and we are surprised that despite all efforts, growth is still negative. It is clear that "reforms" are not enough to reverse the current if these reforms do not act on the growth factors. To be clearer, the funds hoped for following these reforms are necessary but not at all sufficient to reverse the recessionary trend.

The natural gateway to the growth tripod is employment. The goal that can trigger recovery is reducing unemployment. A rapid decline in unemployment is imperative; it translates immediately into growth and will limit the exodus of young people and executives and even bring some back; which will restore productivity. Investment would be key to the renewed profitability of businesses.

6- Inconsistency – time factor

It is easy to judge the coherence of a provision and/or an economic policy based on the improvement in employment it is likely to cause. Failing that,

we can examine its contribution in terms of capital and/or technical progress. If we find ourselves at 30% unemployment and 20% underemployment, it is proof that the policies followed over the last five years and the provisions adopted are almost economically incoherent. The absolute proof is permanent stagnation.

It is curious to see how little time matters to successive governments in recent years, even though it is a critical factor. A positive measure that takes a long time to be implemented risks being overwhelmed by the negative inertia it is supposed to correct. Thus, the crisis has lasted for five years without a recovery program being adopted. Without initiating a restructuring of the banks, worse still, audits are planned that should theoretically last another year. Without putting forward a deposit restitution plan, worse still, the Government wants to subject deposits to an assessment to which it has no right. We are also talking about privatizations under a law that requires two to three years to set up a company, while the SAL regime has worked perfectly for decades and a public limited company can be incorporated in a week.

7- Restoration of activity

In a market economy, the development of activity is a natural phenomenon if nothing hinders it. The role of the State is to ensure a sectoral balance so that profitability compensates for security and vice versa, and so that the economy does not experience profound upheavals likely to lead to crisis. This is the domain of public policy.

We have seen that the first element is trust, the source of credit, which allows the money supply to adapt to production needs. However, in Lebanon, credit has stopped since the beginning of the crisis. Bank credit almost entirely, and supplier credit largely.

Agents can also not use their own funds blocked in the banks, except for a few hundred dollars per month, neither for production nor for consumption. The first urgent decision is the unification of the exchange rate maintained at LL 15,000 per lollar (dollar in bank account). The fear of increasing the money supply in LL has so far prevented the financial authority from normalizing the rate. However, this step blocks both a rational solution for restructuring the banks and the restitution of deposits. Even more seriously, it prevents the beginning of a normalization of activity.

8- Favorable investment climate

For new investments to occur, existing businesses must be prosperous; otherwise, why would new businesses come to the country?

When a country is in crisis and the currency collapses, self-regulating mechanisms come into play; local production is exported more easily and takes a larger place on the national market. This is what happened during the civil war of 1975–1990, despite the insecurity of the time. During the current crisis, exports have not increased due to the financial bottleneck; they have spread a little more on the local market, which requires less financing.

Emerging countries are a strong magnet for FDI (Foreign Direct Investment), and the economic climate is favorable for Mediterranean countries because the European Union, especially in the South, has an interest in establishing itself in nearby countries. All that's needed is a favorable relationship between profitability and security, as well as a justice system that inspires confidence. Everything else comes second.

9- For the mechanisms to work

The experience of the crisis has shown us day after day the importance of coherence of economic measures. All the provisions began with a social (support for basic necessities), financial (circular releasing a few hundred dollars), monetary (Sayrafa), etc. impulse; none of them targeted employment and growth.

This would not have been enough. It is through a climate of continuous information and sufficient speed that measures favorable to employment, investment, and productivity must be undertaken and explained. If there are risks, public opinion must be aware of them and accept them. By trying to avoid them, we have fallen to the bottom of the abyss. Must we sink lower to react in the right direction, that of the coherence of economic measures?

The parity of lollars at 15,000 LL is infinitely more pernicious than the risk of increasing the money supply in LL. A risk that would not occur as long as a limit is maintained on the monthly withdrawal of LL in cash.

Which public companies do we want to privatize? Do we want to involve the private sector and entrust management to it, while retaining a share, if necessary, a majority, for the State? Are we ready to accept the SAL regime?

Deposits with so-called defects should not be delayed in their restitution, for economic (overcoming the crisis), moral (the deposit is originally free), and legal (the bank guarantees the regularity of the deposit) considerations.

The restructuring of the banks cannot wait; it is already five years unjustifiably late; they fulfill an economic function necessary to the whole. Whether the delay is their fault or not, the restructuring must take place as soon as possible. The planned audits must not delay operations. The

situation that will determine the takeover can be provided under the responsibility of the Board of Directors. However, it is necessary to publish the conditions under which the restructuring would take place and, above all, what the role of large depositors would be. Of course, it would have been necessary to unify the exchange rate for dollars on deposit beforehand.

Annex

A stimulus program generally includes a large social and even political component; here, we will simply describe the economic measures that the prevailing situation has made essential, to the point that their neglect would compromise any program that ignores them.

1. Unification of the exchange rate, particularly that of the dollar in bank accounts, with its market price;
2. Adoption of a fair program ensuring the settlement of bank deposits;
3. Restructuring of the banking system as quickly as possible based on legal accountability and ex post audits.

These three measures are essential to return the country to a monetary economy, without which no growth can be expected.

4. Support the activity of the production sectors by ensuring the necessary protection until productivity takes over.

The foreign trade deficit inevitably translates into unemployment and constitutes a major obstacle to growth.

5. Create a favorable environment for investment through fiscal stability, simplification of procedures and, above all, the independence of justice.

بالاقتصاد آليات النهوض

الملخص

يتطلب النهوض نمواً قوياً قادراً على تعويض الخسائر المتراكمة وتمويل ميزانية تنموية. وهو يرتكز على ثلاثة عوامل: التشغيل، والاستثمار، والإنتاجية. لا يمكن لأي إجراء تتخذه السلطة لا ينعكس على إحدى هذه العوامل، ويُحقق نتيجة إجمالية إيجابية، أن يُسهم في النهوض. بعبارة أخرى، لا يكفي صياغة إصلاحات، بل يجب أن تكون متماسكة اقتصادياً، أي من شأنها تعزيز عوامل النمو.

هذه العوامل الثلاثة مترابطة ببعضها البعض: فالتشغيل يعتمد على الاستثمار، والاستثمار يعتمد على جدوى الربح مقارنة بالمخاطر، وهذه الجدوى ترتبط أساساً بالإنتاجية. التشغيل هو الأكثر تأثراً بالسياسات العامة؛ لهذا السبب تحارب الدول البطالة بشراسة. فهي تدرك أن التشغيل الشامل هو السبيل الوحيد لتحقيق النمو على المدى القصير. بينما يبدي الاستثمار على المدى المتوسط تجاوباً مع الجدوى الاقتصادية ويعزز فرص العمل؛ أما الإنتاجية فتتطلب وقتاً أطول بكثير.

الهدف الأول هو التشغيل: ويفترض حماية مختلف القطاعات الإنتاجية إلى حين تحسُن الإنتاجية بما يكفي لانتعاش الاقتصاد. كما يفترض إعادة هيكلة القطاع المالي بشكل شبه فوري وإعادة إرساء الثقة في الائتمان. ويتطلب ذلك حلاً عادلاً لمشكلة الودائع وتوحيد سعر الصرف، لاسيما بالنسبة للودائع المصرفية بالدولار، بسعر السوق.

الاستثمار: في اقتصاد السوق، أصبحت الامتيازات التي كانت تُمنح للمستثمرين غير مجدية، بل تُعطى على حساب الميزانية العامة. فالميل نحو الاستثمار يعتمد حصرياً على نسبة الربحية في ظل الأمان الذي توفره الدولة. فربحية متوسطة في بلد يوفر أماناً كافياً تجذب المستثمرين، تماماً كما قد تجذب ربحية عالية في بلد محفوف بالمخاطر. ومن الواضح أن الإجراء الأكثر ضرورة هو الأمان القضائي الذي يوفره استقلال القضاء.

الإنتاجية: وهي العامل الذي يُحدّد تنافسية الأمة ومستوى معيشتها، وتعتمد في آن واحد على التنظيم والتقدم التقني. ومن البديهي أن الدولة عليها أخذ هذه العوامل في الاعتبار، إلا أن العائد الملموس على صعيد الإنتاجية الوطنية (إنتاجية العوامل الإجمالية) يتطلب جيلاً كاملاً. التعليم والتدريب التقني مفيدان جداً لتأهيل الكوادر، لكن ذلك لا يكفي. في الواقع، هناك نماذج مختلفة جداً أوصلت الدول المتقدمة إلى هذه النتيجة، لكن دائماً عبر سياسات تعتمد على الاستثمار والتشغيل.

آليات النهوض بالاقتصاد

1- السبب والنتيجة

حتى منتصف القرن العشرين ، اقتصر الحديث على الاقتصاد السياسي؛ ولكن سعيًا وراء أن يصبح علمًا دقيقًا أكثر فأكثر، حلّ مصطلح "الاقتصاد" لوحده مكانه . كان هذا تقدمًا وتراجعًا في آن واحد في مسار المعرفة : تقدمًا لأن قاعدة إحصائية متينة، واستخدامًا للاقتصاد القياسي، وكثرة من النظريات التي أثبتتها التجربة، أتاحت وضع سياسات عامة تضمن النمو بوضوح أكبر؛ وتراجعًا، لأن الاقتصاد، الذي هو في نهاية المطاف علمٌ في خدمة المجتمع، يخضع بشدة لتطلعاته ومعتقداته . ففي الاقتصاد، لا تُنتج الأسباب نفسها نفس النتائج إذا عارضتها نفسية المواطنين.

من هنا، فإن الاستخفاف بالمنطق الاقتصادي ليس سوى خطوة سريعة يتخذها العديد من السياسيين الذين يسعون فقط إلى ترسيخ آرائهم ومصالحهم، مقتنعين بأنها لن تُغير شيئًا . للأسف، هنا تكمن المشكلة. كانت جميع التدابير لوقف الأزمة متاحة منذ البداية، ولكن لم يكن هناك إجماع على ما يجب فعله، والأسوأ من ذلك، أنه لم يكن هناك أي وعي عام بخطة متماسكة ينبغي اتباعها.

إذا واجهت الآليات الاقتصادية مقتضيات المناخ الاجتماعي والسياسي، فلن تنجح الإجراءات. لذا توضيح آليات التعافي يُعدّ عملاً مفيدًا ؛ أما اعتمادها فهو مسؤولية الحكومة.

2- الثقة

تعتبر الثقة عن موقف الراي العام من الأوضاع الاقتصادية ؛ والثقة بالعملة هي الأهم . بعض المؤشرات قد تُقوّض هذه الثقة، مثل عجز ميزان المدفوعات و/أو عجز ميزانية الدولة . وحتى التوازن المصطنع من قبل السلطات النقدية . وتأتي الثقة بالدولة، التي يُعتبر دينها "سياديًا" ، في المرتبة الأولى، يليها النظام المصرفي، الذي يستفيد من مقرض الملاذ الأخير، وهو البنك المركزي.

ما هو معلوم أقل هو أن الثقة تتناول بالفعل غاية واحدة هي "الائتمان". وتكمن أهمية الائتمان في أنه أساس "الخلق النقدي"، الذي يُشكل بدوره الجزء الإضافي من رأس المال الذي يحتاجه الإنتاج، وبالنتيجة يكون الناتج المحلي الإجمالي . وبالتالي، فإن كل ما تفعله هذه الثقة هو تسهيل "الاقتصاد النقدي" ؛ وإلا، لكانا في اقتصاد مقايضة إمكانياته ضئيلة مقارنةً بخلق الثروة الذي نعرفه اليوم.

3- صندوق النقد الدولي

الميزة الرئيسية لصندوق النقد الدولي هي استعادة الثقة؛ فالأموال التي يمنحها و/أو يُسهّل الحصول عليها متواضعة. فقد وعد بتقديم 4 مليارات دولار أمريكي في الوقت الذي كانت، عند اندلاع الأزمة، احتياطيّات البنك المركزي 34 مليار دولار.

الملاحظة الأولى :إن النشاط الاقتصادي، وفي هذه الحالة التعافي، يعتمد على الثقة والائتمان أكثر من اعتماده على الاحتياطات النقدية المتاحة.

تُعزز هذه الثقة الإصلاحات التي يدعو إليها صندوق النقد الدولي . هذا لا يجعل نتائجها مضمونة، لكن يؤمن الرأي العام بفعاليتها، وهذا كافٍ لاستعادة الثقة حتى يثبت العكس .مع ذلك، يتمنى صندوق النقد الدولي تأييد خطة حكومية متماسكة تُعد بالتعافي الاقتصادي مع مراعاة القواعد الأخلاقية والاجتماعية التي تعمل الوكالة في إطارها.

4- خطة التعافي

جميع الإجراءات المتخذة خلال الأزمة تتعرض الآن لانتقادات لاذعة، بدءًا من التخلف عن سداد سندات اليوروبوند، ودعم المنتجات الغذائية والطاقة، وخاصةً منصة "صيرفة" ، المنصة التي أنشئت لتثبيت سعر صرف العملة، والتي تُتهم بتقديم أرباح غير مستحقة تُقدر بنحو 3 مليارات دولار أمريكي لأفراد ذوي امتيازات . ويمكن ذكر العديد من الإجراءات الأخرى التي اعتُبرت لاحقًا كارثية، بدءًا من توزيع الكهرباء بسعر 2 سنت للكيلوواط/ساعة، وإعادة تقييمها في عام 2023 إلى 27 سنتًا للكيلوواط/ساعة.

لكي يكون الإجراء متماسكًا، يجب أن يُحقق نتائج إيجابية على الاستثمار و/أو التوظيف دون التأثير سلبًا على الأخيرين . لذا، فإن من يعتقد أن الحكومة لا يمكنها إلا التخلف عن السداد يشترط عليها التفاوض على حزمة سندات اليورو في الوقت نفسه مع الحفاظ على مواردها ؛ أما من يؤيد الدفع، فيشير بالضرورة إلى واجب وضع خطة إنعاش في أسرع وقت ممكن، على الأقل قبل الاستحقاق الثاني، للحفاظ على المصداقية ومكافحة الركود.

أثبت برنامج دعم الغذاء والطاقة فشله، إذ بدد 24 مليار دولار أمريكي خلال عامين، وانتهى في الوقت الذي بلغ فيه الفقر 80% من السكان ولا شك أن هذا الإجراء الاجتماعي في ظل اقتصاد متهاك سيفاقم الوضع.

"صيرفة" ، التي أنشئت لمكافحة المضاربة، انحرفت لصالح أصحاب الامتيازات، دون أن يكون لمصرف لبنان القدرة على الحد من الممارسات التي باتت ظاهرة . هذا هو الحال كلما انحرفت مؤسسة أو إدارة عن رسالتها في اقتصاد حر . وينطبق الأمر نفسه على دعم الليرة، والتمويل المدعوم للاستثمار الصناعي، وإطلاق الاقتصاد الرقمي، وغيرها الكثير من الإجراءات المعروفة تكلفتها، لكن عوائدها كانت مشكوك فيها.

كان تسعير الكهرباء بسعر سنتين للكيلوواط/ساعة توفيرًا اجتماعيًا لا تستطيع الدولة تحمّله .فقد استنزف ميزانية الدولة بما يقارب 25 مليار دولار أمريكي، وانتهى به

الأمر إلى تعذر شركة كهرباء لبنان الإنتاج، مما حرم البلاد من الكهرباء لسنوات، وأدى إلى مبالغة في السعر حيث أصبح 27 سنتاً للكيلوواط/ساعة، وهذا من شأنه أن يُدمّر العديد من الصناعات ويثقل كاهل المجتمع بما يتجاوز إمكانيات 80% من السكان.

5- الاستثمار والتوظيف

هذان هما المنارتان اللتان تشيران إلى النمو، أو بالأحرى، التنمية . أما العنصر الثالث في هذا المحور فهو الإنتاجية . هذه العناصر الثلاثة متشابكة :فالتوظيف يعتمد على الاستثمار، والاستثمار يعتمد على الجدوى، والجدوى تعتمد على الإنتاجية . وهذا يُفسر حساسية الدول الشديدة للبطالة . نميل إلى الاعتقاد بأن ارتفاع البطالة يثقل كاهل ميزانية الدولة؛ إلا أن هذا جانب ثانوي؛ إن غياب النمو وتخلّف الدولة عن مواكبة التطور يفوقان بكثير تكاليفها تجاه البطالة.

ففي لبنان، حيث يصل معدل البطالة إلى 40% من إجمالي السكان العاملين البالغ فقط 43% هناك ارتباط واضح بين هذين الرقمين - فقد انخفضت الإنتاجية، التي تعتمد بشكل رئيسي على مؤهلات التقنيين، بشكل ملحوظ خلال السنوات الخمس الماضية بسبب الهجرة الجماعية للخريجين الشباب والكوادر؛ كما توقف الاستثمار.

لذلك، تُعاني مؤشرات النمو الثلاثة من أزمة، ونُفاجأ بأنه رغم كل الجهود المبذولة، لا يزال النمو سلبياً .من الواضح أن" الإصلاحات "لا تكفي لعكس مسار الوضع الراهن إذا لم تُفَعَل عوامل النمو .وللتوضيح، فإن الأموال المأمولة بعد هذه الإصلاحات ضرورية، ولكنها غير كافية على الإطلاق لعكس مسار الركود.

إن المدخل الطبيعي لثلاثية النمو هو التوظيف . والهدف الذي يمكن أن يُحَفَظ الانتعاش هو خفض البطالة .فالانخفاض السريع في البطالة أمرٌ ضروري؛ فهو يُترجم فوراً إلى نمو، وسيحدّ من هجرة الشباب واصحاب الخبرة، بل ويعيد بعضهم إلى العمل في لبنان؛ مما يُعيد الإنتاجية .وسيكون الاستثمار عاملاً أساسياً في ربحية الشركات المتجددة.

6- التناقض – عامل الوقت

من السهل الحكم على تماسك أي بند أو سياسة اقتصادية بناءً على ما يُحتمل أن يحدثه من تحسن في التوظيف . وإلا، يُمكننا دراسة مساهمته من حيث التقدم الرأسمالي أو التقني . إذا وجدنا أنفسنا عند نسبة بطالة 30% ونسبة عمالة نسبية 20% ، فهذا دليل على أن السياسات المُتبعة خلال السنوات الخمس الماضية والاجراءات المُعتمدة تكاد تكون غير متماسكة اقتصادياً .والدليل القاطع هو الركود الدائم.

من اللافت للنظر مدى ضالة أهمية الوقت للحكومات المتعاقبة في السنوات الأخيرة، رغم كونه عاملاً حاسماً .فأي إجراء إيجابي يستغرق تنفيذه وقتاً طويلاً يُخاطر بأن

يُطغى عليه الجمود السلبي الذي يُفترض أن يُصححه هو . وهكذا، استمرت الأزمة خمس سنوات دون اعتماد برنامج إنعاش . والأسوأ من ذلك، أنه دون الشروع في إعادة هيكلة البنوك، يُخطط لعمليات تدقيق من المفترض نظرياً أن تستمر عاماً آخر . والأسوأ من ذلك أيضاً، أن الحكومة، دون طرح خطة لاسترداد الودائع، تُريد إخضاعها لتقييم لا حق لها فيه . كما نتحدث عن عمليات خصخصة بموجب قانون يتطلب سنتين إلى ثلاث سنوات لتأسيس شركة، في حين أن نظام الشركات المساهمة أثبت نجاحه لعقود، ويمكن تأسيس شركة مساهمة بين القطاع العام والقطاع الخاص في غضون أسبوع.

7- استعادة النشاط

في اقتصاد السوق، يُعدّ نمو النشاط الاقتصادي ظاهرة طبيعية ما لم يعيقه شيء . ويتمثل دور الدولة في ضمان توازن قطاعي ما بين الربحية عن الأمن ، وذلك لتجنب تعرّض الاقتصاد لاضطرابات عميقة قد تُؤدّي إلى أزمات . وهذا من اختصاص السياسات العامة.

لقد رأينا أن العنصر الأول هو الثقة، مصدر الائتمان، الذي يسمح للكتلة النقدية بالتكيف مع احتياجات الإنتاج . مع ذلك، في لبنان، توقف الائتمان منذ بداية الأزمة . الائتمان المصرفي شبه كاملاً، وائتمان الموردين بشكل كبير.

كما لا يمكن للوكلاء استخدام أموالهم الخاصة المودعة في المصارف، إلا لبضع مئات من الدولارات شهرياً، لا للإنتاج ولا للاستهلاك . ويتمثل القرار العاجل الأول توحيد سعر الصرف الذي لا زال 15,000 ليرة لبنانية للدولار الواحد في الحساب المصرفي مع سعر السوق . وقد حال الخوف من زيادة الكتلة النقدية بالليرة اللبنانية دون تطبيع سعر الصرف حتى الآن . إلا أن هذه الخطوة تعيق التوصل إلى حل عقلائي لإعادة هيكلة المصارف واستعادة الودائع . والأخطر من ذلك، أنها تمنع بدء عودة النشاط إلى طبيعته.

8- مناخ استثماري ملائم

لكي تحدث استثمارات جديدة، يجب أن تكون الشركات القائمة مزدهرة؛ فعندما تمر دولة ما بأزمة وتنهيار عملتها، تتدخل آليات المعالجة الذاتية؛ فيُصدّر الإنتاج المحلي بسهولة أكبر ويحتل مكانة أوسع في السوق الوطنية . هذا ما حدث خلال الحرب الأهلية بين عامي 1975 و1990، رغم انعدام الأمن آنذاك . أما خلال الأزمة الحالية، لم تزد الصادرات بسبب الاختناق المالي؛ بل انتشرت بشكل أكبر في السوق المحلية، مما يتطلب تمويلاً أقل.

تُعدّ الدول الناشئة عامل جذب قوي للاستثمار الأجنبي المباشر، والمناخ الاقتصادي ملائم لدول البحر الأبيض المتوسط، إذ إن الاتحاد الأوروبي، وخاصةً دول الجنوب، لديه مصلحة في ترسيخ وجوده في الدول المجاورة . كل ما نحتاجه هو علاقة إيجابية

بين الجدوى والأمن، ونظام قضائي يُعزز الثقة . أما أي شيء آخر، فيأتي في المرتبة الثانية.

9- لكي تعمل الآليات

الآليات الاقتصادية ضرورية، لكنها غير كافية . وقد أظهرت لنا تجربة الأزمة يومًا بعد يوم أهمية ترابطها مع الشؤون السياسية والاجتماعية . بدأت جميع التدابير بدافع اجتماعي (دعم الضروريات الأساسية)، ومالي (إصدار تعميم ببضع مئات من الدولارات)، ونقدي (صيرفة)، إلخ؛ ولم يستهدف أي منها التوظيف والنمو.

لم يكن هذا كافيًا . فمن خلال مناخ من المعلومات المستمرة والسرعة الكافية، يجب اتخاذ وشرح التدابير المؤقتة للعمالة والاستثمار والإنتاجية . إذا كانت هناك مخاطر، فيجب أن يكون الرأي العام على دراية بها ويتقبلها .

إن تساوي قيمة الـ 15,000 ليرة لبنانية مع قيمة الدولار الواحد أشد ضررًا بكثير من خطر زيادة الكتلة النقدية بالليرة اللبنانية، وهو خطر لن يحدث طالما بقي حدُّ أقصى للسحب الشهري من الليرة اللبنانية نقدًا.

ما هي الشركات العامة التي نرغب في خصصتها؟ هل نرغب في إشراك القطاع الخاص وتفويض إدارته، مع الاحتفاظ بحصة، أو أغلبية عند الضرورة، للدولة؟ هل نحن مستعدون لقبول نظام الشركات المساهمة العامة؟

لا يجوز تأخير استرداد الودائع التي طالها ما يسمى بالعيوب، لأسباب اقتصادية (للتغلب على الأزمة)، وأخلاقية (الوديعة حرة في الأصل)، وقانونية (يضمن البنك انتظام الوديعة) .

لا يمكن تأجيل إعادة هيكلة المصارف؛ فقد تأخرت خمس سنوات دون مبرر؛ انها تؤدي وظيفة اقتصادية أساسية تتأثر بها كافة القطاعات . وسواء كان التأخير خطأً من المصارف أم لا، يجب أن تتم إعادة الهيكلة في أسرع وقت ممكن . كما يجب ألا تُؤخر عمليات التدقيق المُخطط لها وتيرة الهيكلة . ويمكن لمجلس الإدارة تحديد الوضع الذي تبني عليه عملية الاستحواذ على مسؤوليته القانونية والقيام بالتدقيق لاحقًا . ومع ذلك، من الضروري نشر الشروط التي ستجرى بموجبها إعادة الهيكلة، لاسيما دور كبار المودعين .

ملحق

يتضمن برنامج التحفيز عمومًا جانبًا اجتماعيًا، بل وحتى سياسيًا واسعًا. سنكتفي هنا بوصف التدابير الاقتصادية التي جعلتها الظروف الراهنة أساسية، لدرجة أن إهمالها يجهض أي برنامج يتجاهلها.

1. توحيد سعر الصرف، وخاصة سعر صرف الدولار في الحسابات المصرفية، مع سعره في السوق الحرة؛
2. اعتماد برنامج عادل يضمن تسوية الودائع المصرفية؛
3. إعادة هيكلة النظام المصرفي بأسرع وقت ممكن، استنادًا إلى المساءلة القانونية والتدقيق اللاحق.
- هذه التدابير الثلاثة أساسية لإعادة البلاد إلى اقتصاد نقدي، والذي بدونه لا يمكن توقع أي نهوض.
4. دعم نشاط قطاعات الإنتاج من خلال ضمان الحماية اللازمة حتى تتولى الإنتاجية زمام الأمور.
- يؤدي عجز التجارة الخارجية حتمًا إلى البطالة، ويشكل عقبة رئيسية أمام النمو.
5. تهيئة بيئة مواتية للاستثمار من خلال الاستقرار المالي، وتبسيط الإجراءات، وقبل كل شيء، استقلالية القضاء.